

Analyses 2011



**Lutte contre la pauvreté :
remettre l'humain au centre
du débat européen !**

Avec le soutien de la Communauté française

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Lutte contre la pauvreté : remettre l'humain au centre du débat européen !

L'année européenne de lutte contre la pauvreté s'est terminée le 31 décembre dernier. Face aux grands espoirs qu'elle suscitait dans le monde associatif et auprès des personnes vivant des situations de pauvreté, le bilan s'annonce mitigé.

Voyons les éléments positifs...

Pour la première fois, la Commission européenne s'est dotée, dans sa nouvelle stratégie « Europe 2020 », d'un objectif chiffré : « *sortir au moins 20 millions de personnes du risque de pauvreté et d'exclusion* ».

Une nouvelle clause de gouvernance a vu le jour, il s'agit du « considérant 16 », qui insiste sur la collaboration entre les principaux acteurs nationaux - notamment la société civile - dans le cadre de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de la communication sur les Programmes Nationaux de Réforme (PNR). On espère ainsi voir émerger une plus grande responsabilité, une meilleure visibilité et une véritable appropriation de la stratégie par les différents Etats membres.

L'année européenne et ses nombreux projets de sensibilisation a également permis de toucher le grand public et de diffuser, dès lors, de manière plus large les réalités de la pauvreté, leurs causes profondes et leurs conséquences. La participation des plus démunis à ces événements a été encouragée.

Les diverses associations représentatives de la lutte contre la pauvreté en Europe ont également pu utiliser cette année particulière comme un levier pour la création de nouvelles alliances intra-européennes. La naissance d'« *une plateforme européenne contre la pauvreté* » a été annoncée dans cette ligne.

D'un point de vue belge, on a également souligné la pugnacité du secrétariat d'Etat à l'intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté dirigé par Philippe Courard. Un de ses chevaux de bataille, la pauvreté infantile, a été pointé du doigt et devrait aboutir à la rédaction d'une recommandation européenne.

Cependant, il reste des constats amers et de nombreux doutes subsistent quant au suivi et à la méthode de travail qui devra être mise en oeuvre pour concrétiser réellement ces avancées.

Plus que jamais, la lutte contre la pauvreté en Europe aujourd'hui passe par le renforcement de la dimension sociale du projet européen et donc obligatoirement par la reconnaissance fondamentale que la population européenne et son bien-être doivent être au cœur même des politiques de l'Union européenne.

On sait que ces dernières années n'ont pas été faciles pour le citoyen européen : la pauvreté a gagné du terrain - en 2008, elle menaçait quelques 116 millions d'européens-, le travail a perdu en qualité au prix d'une stratégie d'augmentation du taux d'emploi¹-, l'ouverture rapide à de nouveaux Etats membres évoluant à différentes vitesses a fait émerger de nouvelles questions sociétales, la crise financière a du être époncée par les revenus de la collectivité, etc.

¹ L'UE considère (en cela, elle suit l'OCDE) qu'une personne a un emploi à partir du moment où elle travaille au moins une heure par semaine ! Cette vision a engendré une forte augmentation du temps partiel, intérimaire, à durée déterminée au détriment d'emplois de bonne qualité à temps plein. En Belgique, on parle de 5% de travailleurs pauvres (vivant avec un revenu professionnel en dessous du seuil de pauvreté).

Les récentes mesures d'austérité et les larges coupes dans les budgets sociaux décidées par les gouvernements de l'union européenne laissent envisager le pire. On s'attend légitimement face à de telles politiques – ayant mis la dimension sociale au placard - à l'augmentation de la pauvreté plutôt qu'à sa diminution dans les années à venir.

L'Union européenne est considérée comme une zone économiquement riche mais cette richesse profite-t-elle réellement à l'ensemble de sa population ? On est en droit de se poser de telles questions quand on constate qu'une fois de plus l'éradication de la pauvreté n'est pas encore devenue un enjeu fondamental de la politique européenne.

En 2000, l'Europe prétendait vouloir éradiquer la pauvreté d'ici à 2010. En 2010, elle revoit l'objectif à la baisse en déclarant vouloir sauver 20 millions de personnes sur un chiffre total pour l'instant estimé à 120 millions. Les associations, connaissant le lourd et lent fonctionnement technocratique européen, sont plus que sceptiques quant à la réalisation même de cet objectif. L'Europe manque davantage d'ambition que de moyens en ce domaine.

Des choix politiques de plus en plus nombreux se font au niveau supranational européen, ils ont des conséquences directes sur la vie de ces millions de nationaux que nous sommes tous et dans notre monde globalisé, sur les populations de toute la planète. Au vu des signaux d'alerte qui nous parviennent sur l'abaissement des conditions de bien-être des ressortissants européens, du fossé qui se creuse davantage d'année en année entre les détenteurs de richesses et les plus démunis, des relations existant entre l'Europe et le reste du monde, de la priorité déclarée sur l'économie dans le programme européen, on ne peut se satisfaire d'une simple pétition de principe s'attaquant à un morceau de la pauvreté.

Or, la stratégie « Europe 2020 » n'implique pas de changement majeur dans la vision européenne. L'Europe reste axée sur la croissance économique. Malgré les constats de la pauvreté, il n'est nullement question de s'ouvrir à une approche de développement social et durable. Comme le dit le réseau EAPN² : *« Elle ne se concentre ni sur la réduction des inégalités, ni sur la consolidation de la protection sociale ou des services universels, ni sur la participation qui amorcerait pourtant une nouvelle vision démocratique. »*

Par ailleurs, une série de questions fondamentales, telle que celle du revenu minimum adéquat, reste irrésolue voire évitée alors que les divers témoignages recueillis en Europe traduisent clairement que les régimes actuels de revenu minimum ne suffisent pas pour vivre dans la dignité.

Dans ce contexte, on doit rester attentif au fait que si on veut que cette nouvelle stratégie atteigne des objectifs concrets dans la lutte contre la pauvreté, il va falloir qu'elle gagne en visibilité, que les différents Etats se l'approprient et l'intègrent dans leurs programmes nationaux et locaux, que ceux-ci acceptent de rendre des comptes sur l'exécution de ces résolutions auprès de leurs citoyens.

Il nous appartient, nous, les associations, les citoyens, ressortissants de l'Union européenne, d'entrouvrir la brèche, de crier nos convictions face à la machine européenne. Durant un an nous avons été sensibilisés par le message porté par le travail acharné de toutes ces organisations, de tous ces témoins de l'ombre de la précarité. Avec eux, soyons vigilants à

² Depuis 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) est un réseau indépendant d'associations et de groupes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne.

propos de ces « avancées européennes », en clamant haut et fort que nous ne nous contenterons pas d'un nouveau retour en arrière.

Ce 31 décembre 2010, des sans-abri ont manifesté au cœur de Bruxelles pour dénoncer « *l'indécente imposture* » que représente à leurs yeux cette année européenne de lutte contre la pauvreté. Nous ne pouvons rester sourds à leurs cris : « *Réveillons l'Europe, parce qu'elle ne tient pas à quelques portefeuilles : elle ne tient qu'à nos cultures, qu'à notre diversité, qu'à notre solidarité. L'Europe reste à construire*³ ».

« La lutte contre la pauvreté c'est l'affaire de tous ! »

Nos dirigeants doivent comprendre que l'Europe ne se bâtira pas sans sa population ! Il ne s'agit pas de charité mais bien de prendre conscience que la pauvreté visible n'est qu'une partie de l'iceberg sur lequel nous sommes tous embarqués... Il ne suffit pas de prendre en charge « les pauvres », il faut agir au cœur du problème : réformer les politiques structurelles qui précarisent les statuts et le bien-être, investir dans la promotion d'un emploi de qualité, dans la construction et la rénovation de logements décents disponibles à des prix abordables, valoriser l'éducation, encourager la prise en charge responsable des soins de santé, développer des politiques sociales inclusives et concrètes, défendre un accès équitable aux besoins fondamentaux, etc.

En ce début d'année 2011, pour la Belgique et pour l'Europe, ajoutons à nos bonnes résolutions la lutte contre la pauvreté, la prise de position solidaire, réinvestissons nos droits et nos obligations de citoyens européens, soutenons ces personnes aux mille visages qui défendent une vision plus humaine des orientations de l'Union européenne.

Personnellement, nous en serons !

Sophie Hustinx,
chargée de projets pédagogiques
à justice et Paix,
Janvier 2011

³ <http://www.reveillonsleurope.be/>